

Quand les loups de la finance montrent patte verte

Dominique Bernier

Number 777, March–April 2015

Halte au capitalisme vert

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/73697ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernier, D. (2015). Quand les loups de la finance montrent patte verte. *Relations*, (777), 14–17.

Quand les loups de la finance montrent patte verte

Faire de la nature une marchandise et un capital en prétendant que c'est une façon de la sauver consolide la domination d'une sphère économique et financière qui nourrit les crises plus qu'elle ne les résout.

DOMINIQUE BERNIER

L'auteure, militante écologiste, est conseillère en éducation pour un avenir viable à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

La notion d'« économie verte » se base sur la thèse selon laquelle il est possible de maximiser la croissance économique tout en contrant la destruction environnementale par le biais de l'innovation technologique et à l'aide d'instruments financiers. L'idée est alléchante, puisqu'elle suggère que des correctifs mineurs apportés à notre modèle économique suffisent pour régler à la fois les crises écologiques, énergétiques et financières. Toutefois, telle que promue par les institutions internationales (PNUE/ONU, Banque mondiale, etc.) et nos gouvernements, l'économie verte ne désigne rien d'autre qu'un capitalisme « vert ». Or, la « main invisible » du marché est-elle vraiment à même de nous sortir du pétrin?

UN PEU D'HISTOIRE

La prise de conscience de notre rapport destructeur à l'environnement et des conséquences potentiellement néfastes pour notre espèce est relativement récente. Il a en effet fallu de nombreuses catastrophes écologiques et sociales pour que la communauté internationale se penche sur la question. L'un des points tournants en la matière est la publication, en 1962, du livre *Printemps silencieux* (*Silent*

Remettre en question la viabilité de la croissance, c'est ébranler fortement l'édifice capitaliste qu'elle soutient. Par conséquent, une nouvelle branche de la science économique a fait son apparition: l'économie de l'environnement.

Spring), de Rachel Carson, zoologiste et biologiste américaine réputée. Ce best-seller met en lumière les effets catastrophiques du pesticide DDT sur la faune et sur l'humain. L'auteure souligne également la désinformation soutenue par l'industrie chimique sur cette question, la recherche du profit primant sur la protection du bien commun.

Dix ans plus tard, en 1972, une équipe du Massachusetts Institute of Technology publie *Halte à la croissance? Rapport sur les limites de la croissance*, à la demande du Club de Rome. Ce rapport dresse un constat troublant de la situation écologique mondiale et pointe du doigt la croissance

économique et l'accroissement démographique comme causes premières. Il postule qu'il faut mettre fin à la croissance et rechercher plutôt l'équilibre pour éviter l'effondrement du système mondial. Bien que la validité de son analyse ait été largement démontrée, il a, on s'en doute, essuyé plusieurs critiques venant de défenseurs du modèle économique dominant. Remettre en question la viabilité de la croissance, c'est ébranler fortement l'édifice capitaliste qu'elle soutient. Par conséquent, une nouvelle branche de la science économique fait son apparition peu après: l'économie de l'environnement, qui cherche à chiffrer les « services » rendus par la nature et à les faire entrer dans les petites cases de la théorie économique néoclassique.

C'est sur cette base qu'est publié, en 1987, le rapport Brundtland (*Notre avenir à tous*), qui préparera le terrain au sommet de Rio de 1992 et introduira le concept de développement durable, qui réhabilite par la bande la croissance économique. Ce concept vient toutefois donner des balises à cette croissance en soulignant que pour qu'il y ait durabilité, les questions sociale et environnementale doivent avoir le même poids que la question économique dans les processus décisionnels. Au fil du temps cependant, il sera vidé de son sens premier, autant par les gouvernements que par bon nombre d'entreprises qui y voient une occasion de verdir leur image sans rien changer à leurs pratiques.

RELANCER L'ÉCONOMIE À TOUT PRIX

Ce sont les événements de 2008 qui propulseront vraiment l'économie verte. Pour répondre à la fois à la crise financière, au changement climatique et à l'épuisement des ressources pétrolières, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a présenté un rapport incontournable lors du sommet de Rio en 2012 (Rio + 20), intitulé *Vers une économie verte: Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*. Pour le PNUE, l'économie verte entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. L'idée de base consiste à investir 2% du PIB mondial dans le verdissement de secteurs cruciaux de l'économie afin d'orienter le développement et de canaliser les flux de capitaux publics et privés vers l'utilisation rationnelle des ressources et la réduction des émissions de carbone.

Le rapport du PNUE semble animé des meilleures intentions, mais comme le dit le sociologue vénézuélien Edgardo Lander: « il ignore le fait que la capacité des systèmes politiques existants de réguler et de restreindre le libre-marché, même lorsqu'une vaste majorité de la population le demande, est sérieusement limitée par le pouvoir politique et



financier des corporations¹.» En effet, même si les stratégies proposées dans ce rapport sont pertinentes, elles ne sauraient être mises en place que dans un monde aussi idéal que fictif où les inégalités seraient absentes et où les politiciens, à l'abri de l'influence des puissants argentiers de ce monde, agiraient en fonction du consensus social et pour le bénéfice de toutes et tous. Or, c'est le secteur financier qui est l'acteur privilégié et le principal bénéficiaire de l'économie verte telle que promue actuellement.

Aussi, dans une économie en croissance, d'excellentes stratégies – telles l'efficacité énergétique et l'utilisation rationnelle des ressources – produisent des effets contreproductifs. Par exemple, si les voitures consomment moins d'essence en raison d'innovations technologiques, les gens peuvent être tentés de faire moins attention à leurs déplacements ou de se procurer une seconde voiture, ou de plus gros véhicules, ce qui annule au final le gain énergétique. C'est ce qu'on appelle l'effet rebond.

Alors que le développement durable, sans être un concept parfait, reposait sur trois piliers d'importance équivalente (social, environnemental et économique), l'économie verte marque le retour de la prépondérance économique. En effet, il s'agit ici d'abord et avant tout de relancer la croissance économique, affaiblie par la crise de 2008, en créant de nouveaux marchés. Il faut donc se demander comment l'économie verte est mise en œuvre et à qui elle profite. Telle qu'elle nous est présentée, elle dépolitise le débat entourant les crises et la façon d'y répondre. En présentant un visage réformé du capitalisme, elle tend à étouffer le discours des mouvements sociaux qui font des liens entre la dégradation environnementale et sociale et critiquent le caractère oppressif d'un système qui

concentre le pouvoir et les ressources entre les mains de quelques-uns.

AU SECOURS DE LA FINANCE

Au cœur de l'économie verte se trouve l'idée de donner une valeur marchande à la nature, ce qui pose certains problèmes importants. Chiffrer les services rendus par la nature laisse sous-entendre qu'il soit effectivement possible de les remplacer. Or, rien n'est plus faux. Si les insectes pollinisateurs disparaissaient demain, par exemple, tous les trilliards de dollars du monde ne nous permettraient pas d'assurer la fécondation des végétaux nécessaires à la chaîne alimentaire planétaire – et, accessoirement, à la survie de notre espèce. De même, on ne sait pas capter le carbone comme peut le faire naturellement une forêt. Même une plantation de palmiers à huile entretenue à grands coups de subventions ne fera pas un travail de captation équivalent. De plus, dans plusieurs cas, la production de dioxyde de carbone (CO₂) qui en découle est supérieure au CO₂ capté (voir encadré page 20).

Par ailleurs, de l'attribution d'une valeur monétaire à la marchandisation de la nature, il n'y a qu'un pas, que l'économie verte franchit allègrement. Cela signifie que l'eau, la biodiversité, le sous-sol, l'atmosphère et bien d'autres choses sont vus comme des ressources sur lesquelles il est possible d'obtenir des droits de propriété et dont on peut faire le commerce. Ces nouvelles «marchandises» sont transigées sur les grandes places boursières du monde, sans égard aux populations (et aux différentes espèces) qui en sont tributaires. En liant commerce et propriété privée en tant que vecteurs de la protection de la nature, on empêche toute remise en question du système économique actuel,

Adeline Lamarre,
Docteur peste cavalier de l'apocalypse,
2013, acrylique sur
panneau de bois,
28 x 35,5 cm

dorénavant perçu comme nécessaire au maintien d'écosystèmes viables.

MAIN BASSE SUR LES RESSOURCES

Sous couvert d'économie verte et de protection de l'environnement, on assiste aussi actuellement au plus important mouvement d'accaparement des ressources depuis 500 ans et à un contrôle de la biomasse sans précédent. Prenons l'exemple des agrocarburants. Produire du carburant à partir de végétaux pour lutter contre les changements climatiques peut sembler une excellente idée. L'éthanol et le biodiesel produisent moins de gaz à effet de serre (GES) que la combustion du pétrole, en plus d'être

Faire de la nature une marchandise pour la sauver est une fausse solution qui maintient l'écran de fumée nous empêchant d'atteindre la racine du problème.

issus de ressources renouvelables. Dans les faits, cette industrie a provoqué une ruée mondiale sur les terres agricoles qui a entraîné une exposition accrue des personnes pauvres, en particulier les paysans, à la faim. Le changement d'affectation des terres agricoles vers un usage industriel réduit la superficie disponible pour la production alimentaire et entraîne une hausse des prix des terres agricoles et des denrées. Dans de nombreux pays, le fait que les paysans ne possèdent pas de titres de propriété foncière officiels sur les terres qu'ils cultivent depuis des générations a facilité leur expulsion souvent violente, sans consultation ni dédommagement.

La monoculture industrielle du maïs, du colza ou d'autres végétaux nécessaires à la production d'agrocarburants exerce aussi une pression accrue sur les ressources en eau et entraîne de nombreux problèmes environnementaux. Enfin, si l'on tient compte de l'ensemble du cycle de vie des agrocarburants et du fait que des forêts et des prairies peuvent être détruites pour les produire, ce n'est pas à une diminution mais à une augmentation des gaz à effet de serre à laquelle on assiste.

UN MARCHÉ AU SERVICE DE LA NATURE?

Les mécanismes propres au marché, qui participent actuellement à la dégradation environnementale et sociale, peuvent-ils vraiment être utilisés à meilleur escient? En somme, les forces du marché sont-elles neutres et peuvent-elles être canalisées vers les buts souhaités? La question mérite d'être posée. On peut y répondre simplement en rappelant que ces outils ont été développés pour favoriser l'accumulation du capital. C'est donc dire qu'il faut qu'il soit payant de ne pas polluer ou de ne pas surexploiter les ressources pour que la question environnementale (ou sociale) s'intègre dans ce système.

La bourse du carbone illustre parfaitement cet état de fait. Avec ce système, les gros émetteurs de gaz à effet de serre se voient accorder par le gouvernement des droits d'émission de GES annuels en fonction de leur production historique et sous la forme de tonnes métriques d'équivalent de CO₂ (MT CO₂e), dont le prix varie en fonction de l'offre et de la demande. Les entreprises qui dépassent leur quota doivent acheter des crédits d'émission aux entreprises qui en vendent parce qu'elles, au contraire, produisent moins de GES que prévu.

Or, l'exemple européen, où une bourse du carbone existe depuis 2005, révèle un certain nombre de problèmes. Depuis son entrée en vigueur, le prix de la MT CO₂e a chuté considérablement. Il est maintenant si bas qu'il est plus payant pour les entreprises d'acheter des crédits que d'investir en efficacité énergétique pour réduire leur production de GES. De plus, une fois les quotas fixés, aucune supervision indépendante n'est effectuée pour évaluer avec certitude la quantité de GES produits ou économisés. Il s'agit la plupart du temps de calculs théoriques basés sur

Un climat pour la finance, ou des financements pour le climat?

MAXIME COMBES

Des centaines, voire des milliers de milliards de dollars. Les évaluations sont diverses, mais la tendance est la même: la lutte contre les dérèglements climatiques nécessite des moyens financiers conséquents. Depuis la publication du fameux rapport Stern sur l'économie du changement climatique, en 2006, il est souvent précisé que le coût de la lutte contre ces dérèglements est bien moindre que celui de l'inaction. Si cet argument est discutable, il est omniprésent dans les discours officiels dès que l'on veut *montrer* son engagement en faveur du climat, sans que les financements nécessaires, annoncés depuis plusieurs années, soient pour autant débloqués.

« Tout ce qu'on a, ce sont des cacahuètes », a lâché le négociateur du Bangladesh lors de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques qui a eu lieu à Varsovie, en 2013. Il n'y a guère davantage au lendemain de la conférence de Lima, un an plus tard, alors que le Fonds vert pour le climat vient à peine de voir le jour. Les 100 milliards de dollars par an annoncés d'ici 2020 ne sont toujours pas là. À peine 10 milliards de dollars ont été réunis et ne seront versés que sur plusieurs années – *in fine*, pas grand chose. Par ailleurs, les pays les plus puissants rechignent à mettre en place et à

L'auteur, économiste et militant d'Attac France, a corédigé *La nature n'a pas de prix. Les méprises de l'économie verte* (Les liens qui libèrent, 2012)

les données fournies par l'industrie. En somme, la bourse du carbone permet essentiellement aux pays industrialisés d'éviter de réduire leur production de GES en marchandant des droits de polluer.

Il n'est pas exclu que de semblables mécanismes contribuent, par exemple, à l'essor du véhicule électrique et des énergies renouvelables si un contrôle plus serré des quotas d'émission entraîne une hausse du prix de la tonne d'équivalent CO₂. Mais le cas échéant, cela se produira uniquement dans les sociétés du Nord ou au bénéfice de ces dernières. L'essor du véhicule électrique, par exemple, accentuera sans aucun doute le problème de l'extraction des terres rares et du lithium dans les pays du Sud ou sur les territoires autochtones du Nord. De même, les risques liés à la gestion des déchets dangereux qui découleront de cette industrie seront fort probablement socialisés ou délocalisés vers les pays du Sud. Bref, les problèmes seront toujours là, mais sous une forme et en un lieu différents.

Faire de la nature une marchandise et un commerce pour la sauver est une fausse solution, qui a comme seul avantage de maintenir l'écran de fumée qui empêche de se poser les vraies questions et d'atteindre la racine du problème : un système économique qui encourage l'accumulation malade de richesses par une poignée d'individus au détriment de la survie des autres.

L'économie verte sert de caution morale au capitalisme financier. Pour amorcer la nécessaire transition vers un mode de vie soutenable, il faudra plus que des changements qui semblent «verts». Des solutions existent, mais elles nécessitent un changement de paradigme. ●

1. E. Lander, *The Green Economy: the Wolf in Sheep's clothing*, Transnational Institute, 2011 (traduction libre).

financer un mécanisme de «pertes et dommages» pour aider les populations qui subissent des phénomènes climatiques extrêmes qui se multiplient et s'intensifient.

Sous le couvert des politiques d'austérité, les gouvernements et les institutions internationales écartent de plus en plus les financements publics au profit de financements privés et de mécanismes dits «innovants». Les acteurs financiers sont invités à «verdifier leurs portefeuilles». Dernière mode en date : les «obligations climat», supposées contribuer au financement de solutions pour faire face aux dérèglements climatiques. Certes, un organisme de certification existe, la Climate Bonds Initiative, fondée notamment par HSBC et Bank of America Merrill Lynch, mais sans qu'aucune garantie solide ne soit donnée pour s'assurer que ces obligations financent des projets réellement verts.

De son côté, la Banque mondiale – qui continue par ailleurs de financer le développement des énergies fossiles – a lancé une initiative visant à donner «un prix au carbone». Par l'intermédiaire d'une taxe carbone ou de nouveaux marchés carbone, il s'agit de renchérir les biens et les processus industriels les plus fortement émetteurs de gaz à effet de serre (GES), dans l'espoir que les investisseurs et les consommateurs s'en détournent. De nombreuses banques et multinationales (BNP, Deutsche Bank, Arcelor Mittal, GDF Suez, Rio Tinto, etc.), lesquelles sont pourtant à l'origine d'une grande part des émissions de GES¹, soutiennent l'initiative.

Alors que le marché du carbone européen – pionnier en la matière – s'est révélé inefficace, dangereux, coûteux et non réformable², les multinationales et gouvernements voudraient donc poursuivre dans la même voie. Les dispositifs de compensation carbone, comme le Mécanisme de

développement propre (protocole de Kyoto), ont pourtant financé des projets dont l'intérêt climatique ne s'est pas toujours avéré, sans parvenir à orienter les financements vers les pays qui en avaient le plus besoin. À travers la création de nouveaux actifs financiers, y compris de produits dérivés fondés sur la titrisation de «portefeuilles carbone», de tels projets, loin d'encadrer ou de réduire les émissions de GES, contribuent surtout à l'expansion de l'emprise de la sphère financière sur la société, y compris la nature. Or, est-il bien judicieux de confier les clés des politiques climatiques aux secteurs bancaire et financier alors qu'ils sont à l'origine de nombreuses crises financières et économiques systémiques et qu'ils décident de l'orientation des flux de capitaux en fonction du seul critère de rentabilité à court terme?

Pourtant, les pistes alternatives existent pour trouver les financements publics et additionnels requis pour réaliser une véritable transition écologique et sociale. Avec une véritable volonté politique, il serait possible de mettre fin aux subventions aux énergies fossiles, de désinvestir rapidement des secteurs les plus fortement émetteurs de GES et d'agir sur le plan fiscal, notamment en introduisant une véritable taxe mondiale sur les transactions financières ainsi qu'une taxe sur les marchandises en fonction des kilomètres parcourus, par exemple. Autant de solutions pragmatiques et efficaces qui pourraient permettre de récolter les centaines de milliards de dollars nécessaires à la lutte contre les dérèglements climatiques.

1. «Just 90 companies caused two-thirds of man-made global warming emissions», *The Guardian*, 20 novembre 2013.

2. Voir «Il est temps de mettre fin au marché du carbone européen», déclaration [en ligne] sur le site <france.attac.org>.